



RÉALISER L'HISTOIRE DE LA CROISSANCE INCLUSIVE DU XXI^e SIÈCLE: ACCÉLÉRER LES ACTIONS POUR LE CLIMAT DANS UN CONTEXTE D'URGENCE

Résultats clés et résumé

Résultats clés

- Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère économique, celle d'une croissance stimulée par l'interaction entre une innovation technologique rapide, des investissements en infrastructures durables et une productivité accrue des ressources. C'est l'histoire de la croissance du XXI^e siècle. Il en résultera des villes efficaces et vivables ; des infrastructures sobres en carbone, intelligentes et résilientes ; les terres dégradées seront restaurées et les forêts précieuses protégées. Nous pourrions avoir une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive.
- Au cours de la dernière décennie, nous avons assisté à d'étonnants progrès technologiques et commerciaux qui ont conduit à la transition vers une nouvelle économie climatique. Nous constatons des résultats réels en termes de nouveaux emplois, de coûts économiques moindres, de compétitivité et d'opportunités de marché,

et d'amélioration du bien-être des personnes dans le monde. Et ces progrès dans l'économie ont été réalisés dans un contexte de politiques nationales souvent faibles ou même contradictoires. Combien plus pourrait être réalisé dans les années à venir avec des signaux politiques clairs et cohérents ?

- En 2014, la Commission mondiale sur l'économie et le climat (GCEC) a conclu qu'une action climatique ambitieuse n'avait pas besoin de coûter beaucoup plus cher qu'une croissance sans changement du statu quo. Les preuves montrent aujourd'hui que l'action pour le climat est encore plus attrayante que nous l'avions imaginé. Cette nouvelle opportunité de croissance remarquable est désormais une évidence.
- Cependant, où que ce soit, la réalisation de progrès n'est pas du tout suffisante. Bien que de nombreux acteurs du secteur privé progressent, les décideurs politiques de la plupart des pays ont encore le frein à main. Nous sommes maintenant à la croisée des chemins.
- Les 10 à 15 prochaines années constituent un moment unique de l'histoire de l'économie. Nous prévoyons d'investir environ 90 000 milliards USD dans l'infrastructure d'ici 2030, soit plus que l'investissement total actuel. S'assurer que ces infrastructures soient durables sera un élément déterminant pour la croissance et pour la prospérité à venir
- Les 10 à 15 prochaines années seront également essentielles en termes de climat : à moins d'un changement décisif, nous dépasserons d'ici 2030 le point permettant de maintenir la hausse de la température moyenne globale bien en dessous de 2 °C.
- Nous savons que nous sous-estimons grandement les avantages de cette nouvelle dynamique de croissance. Les modèles économiques actuels sont profondément inadaptés à la saisie d'une telle transformation, ou aux graves dangers de l'inaction face au climat. Nous avons besoin de modèles économiques capables de saisir les dynamiques de puissances en jeu, notamment les avancées technologiques, la préservation du capital naturel, ainsi que les avantages sanitaires d'un air plus propre et d'un climat plus sûr, incluant la maîtrise des maladies pandémiques.
- Tout en reconnaissant les points faibles des modèles économiques actuels, l'analyse produite dans ce rapport a trouvé que des actions

Photo : Visty Banaji.



entreprenantes pourraient mener à des gains économiques directs de 26 000 milliards USD jusqu'en 2030 par rapport à une scénario statu quo. Et ceci est susceptible d'être une estimation conservatrice.

- Un tel changement économique limiterait un changement climatique dangereux. Chaque année, les risques d'un changement climatique extrême augmentent. Les 19 dernières années comprenaient 18 des années les plus chaudes enregistrées, aggravant les risques pour la sécurité alimentaire et en eau, et augmentant la fréquence et la gravité de dangers tels que les catastrophes naturelles. Les catastrophes provoquées par des aléas météorologiques et climatiques ont causé des milliers de morts et 320 milliards USD de pertes en 2017. Le changement climatique entraînera des événements plus fréquents et plus extrêmes, tels que des inondations, des sécheresses et des canicules. Cela deviendra notre «nouvelle normalité».
- Le défi consiste désormais à accélérer la transition vers une nouvelle économie climat améliorée et plus inclusive dans cinq systèmes économiques clés : l'énergie, l'urbanisme et l'utilisation des terres, l'eau et l'industrie.
- Pour ce faire, nous disposons d'une opportunité unique, compte tenu des grands changements structurels auxquels le monde est confronté, notamment l'urbanisation rapide, la mondialisation croissante, le passage à des économies de services et l'automatisation croissante. Les opportunités sont grandes, mais le risque de ressources immobilisées, de communautés isolées et de travailleurs bloqués l'est également. La transition vers une économie résiliente et à faibles émissions de carbone ne constitue qu'une partie de cette transformation plus large qui, si elle est bien gérée, pourrait se traduire par une croissance plus équitable et prospère. Il est essentiel d'assurer une transition inclusive : les femmes, par exemple, seront essentielles à la réalisation de la promesse de cette nouvelle ère de croissance.
- Les deux à trois ans à venir constituent un espace important au cours duquel un nombre de décisions en matière de politiques et d'investissements façonneront les 15 à 20 années à venir. Les priorités en termes d'actions urgentes sont les suivantes :
- **Tarification du carbone et avancée vers une obligation de divulguer les risques**

financiers associés au climat, dans le cadre d'un ensemble de politiques plus large.

La tarification du carbone est désormais en place ou prévue dans 70 pays/ juridictions, mais dans la plupart des pays, les prix sont trop faibles pour induire un changement transformationnel. L'approfondissement et l'élargissement de la tarification du carbone sont essentielles, de même que la mise en œuvre de réformes efficaces faussant les subventions des hydrocarbures. La mise en œuvre à grande échelle des recommandations du TCFD (The Task Force on Climate-related Financial Disclosures) permettra aux investisseurs de faire preuve d'une transparence radicale afin de mieux comprendre les risques liés aux investissements actuels et les opportunités offertes par le passage à des alternatives résilientes et sobres en carbone.

- **Accélération des investissements dans des infrastructures durables, soutenus par des stratégies et programmes nationaux et sous-nationaux clairs.** Il s'agit d'une des principales forces motrices de la nouvelle approche en matière de croissance. Cela exige l'intégration d'actions climatiques et de la durabilité au cœur des stratégies de croissance, des plans d'investissement et des structures institutionnelles pour faciliter le flux de financements publics et privés. Cela inclut des investissements dans les infrastructures naturelles qui sous-tendent notre économie, telles que les forêts et les marécages. Les banques multilatérales de développement et les autres institutions de financement jouent un rôle essentiel et doivent doubler leurs investissements dans les infrastructures et veiller à ce qu'elle soit durable, tout en exploitant les financements privés. Les actions essentielles consistent notamment à faire de l'infrastructure une classe d'actifs et à s'assurer qu'elle intègre des critères de durabilité.
- **Exploiter le pouvoir du secteur privé, notamment pour stimuler l'innovation et faire progresser la transparence de la chaîne d'approvisionnement.** De nombreuses entreprises et investisseurs ont déjà prouvé leur leadership et d'autres sont prêts à aligner ce programme avec les bons signaux politiques. Réglementations et incitations qui entravent la transition à une économie moins carbonée et circulaire devraient être réformés, notamment en ce qui concerne les subventions, les allègements fiscaux et les réglementations encourageant les activités non-durables. Un effort important en matière d'innovation, notamment par le biais de

Figure A

Les avantages globaux d'un virage décisif vers une économie sobre en carbone par rapport au statu quo.



N.B.: Les résultats annoncés pour les 26 000 milliards USD en gains économiques directs sont cumulatifs sur la période allant de 2018 à 2030, alors que d'autres points de données signalés se rapportent à l'année 2030.

Source: Garrido, L., Fazekas, D., Pollitt, H., Smith, A., Berg von Linde, M., McGregor, M. et Westphal, M., 2018.

À paraître. *Major Opportunities for Growth and Climate Action: A Technical Note. Contribution à « A New Climate Economy ».* (Grandes opportunités pour la croissance et l'action climat : une note technique. Un ouvrage au sujet de la nouvelle économie climatique) À paraître à l'adresse suivante : <http://newclimateeconomy.net/content/technical-notes-and-fact-sheets> Garrido, L., et al., 2018.

partenariats internationaux et de financements pour relever des défis autres que l'énergie, est nécessaire. Par exemple, une combinaison de nouvelles techniques de surveillance, de partenariats stratégiques, de mesures d'incitation appropriées et du leadership des entreprises contribue à la mise en place de chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation pour des produits de base.

- **Assurer une approche centrée sur les personnes, de telle sorte que les gains soient partagés équitablement et que la transition soit juste.** Une régénération active et ciblée peut favoriser la diversification économique et la création d'emplois de qualité. Dans les économies en développement, la transition sobre en carbone offre l'occasion de dépasser les modèles inefficaces et polluants du passé, la baisse des coûts des énergies renouvelables et d'autres technologies le rendant encore moins cher. En priorité, tous les gouvernements devraient établir des plans de transition énergétique à zéro émission, en collaboration avec les entreprises énergétiques, les syndicats et la société civile, afin de garantir une transition juste pour les travailleurs et les communautés.
- L'accélération de l'action nécessitera un leadership décisif, une collaboration solide et de la finance. Les ministres des finances et les institutions de financement du développement (IFD) jouent un rôle essentiel en guidant les investissements à court terme pour répondre aux besoins à long terme de la société et en créant les conditions politiques et institutionnelles appropriées pour libérer à grande échelle les capitaux privés indispensables.
- L'évolution est déjà en cours et elle est rapide. Les dirigeants saisissent déjà les opportunités économiques et de marché intéressantes de la nouvelle approche de croissance. Les retardataires non seulement ne profitent pas de ces opportunités, mais ils nous exposent tous à un risque plus grand. Plus de 26 000 milliards USD et une planète plus durable sont à la clé, si nous nous y mettons tous. Le moment est venu d'agir.

Synthèse du rapport

Nous entrons dans une nouvelle ère de croissance économique. Cette approche peut générer une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive. Il est motivé par l'interaction entre une innovation technologique rapide, des investissements dans des infrastructures durables et une productivité accrue des ressources.

- Au cœur de cette nouvelle approche de la croissance, on trouve des villes compactes et vivables, dotées d'un dynamisme économique capable d'attirer les talents créatifs, les entreprises et les capitaux, tandis que des densités plus élevées permettent de fournir des services moins chers et d'éviter un étalement urbain coûteux. La nouvelle croissance sera alimentée par des systèmes énergétiques propres, ordonnés, plus productifs et susceptibles d'accroître l'accès à l'énergie pour plus d'un milliard de personnes qui en manquent actuellement, reproduisant et amplifiant l'impact de la téléphonie mobile sur une croissance équitable. L'agriculture et les forêts peuvent devenir un troisième moteur de la croissance économique, offrant une sécurité alimentaire accrue, des aliments plus nutritifs, une prospérité rurale accrue et une croissance plus équitable, une résilience renforcée et des services écosystémiques précieux. Les secteurs industriels, prenant maintenant conscience du potentiel de l'économie circulaire, vont réduire radicalement la demande de matières premières à forte intensité énergétique, en augmentant leur productivité et en réduisant les déchets.
- Cette nouvelle approche de croissance permettra une productivité accrue, des économies plus résilientes et une plus grande inclusion sociale. Les plus pauvres ne bénéficient ni de l'agriculture actuelle à faible productivité, ni des glissements de terrain résultant de la déforestation. Ils ne bénéficient pas des villes inefficaces où les déplacements quotidiens prennent souvent des heures, des jours à l'air hautement pollué. Les pauvres sont les plus exposés aux effets du changement climatique, une seule saison de mauvais temps pouvant pousser les familles à faible revenu au-dessous du seuil de pauvreté.



- Cette nouvelle approche constitue la seule et unique voie de croissance économique durable. C'est l'histoire de la croissance du XXI^e siècle.

« Cette nouvelle approche de croissance permettra une productivité accrue, des économies plus résilientes et une plus grande inclusion sociale. »

En 2014, le rapport phare de la Global Commission on the Economy and Climate a montré de manière concluante qu'une croissance de meilleure qualité peut être combinée à des actions climatiques fortes.

- Les preuves des avantages économiques potentiels sont encore plus importantes aujourd'hui qu'auparavant, tandis que les risques d'une inaction face au changement climatique sont encore plus évidents.
- Les grands investisseurs et sociétés soutiennent déjà cette nouvelle approche, créant ainsi une nouvelle course concurrentielle. Il en est de même pour les décideurs politiques et ambitieux.
- Les décisions que nous prendrons dans les 2 à 3 ans à venir sont cruciales en raison de l'état d'urgence imposée par le changement climatique,

« Nous sommes à un moment décisif de l'histoire. L'investissement à bon escient contribuera à stimuler l'innovation, à offrir des avantages pour la santé publique, à créer de nouveaux emplois et contribuera, dans une large mesure, à la réduction de risques de dérèglement climatique. »

et de changements structurels sans précédent qui sont déjà en cours. Le monde devrait investir près de 90 000 milliards USD en infrastructures entre aujourd'hui et 2030, ce qui représente une somme supérieure à la valeur de l'ensemble des infrastructures actuelles. La majeure partie de ces investissements seront programmés dans les quelques années qui viennent.

- Nous sommes à un moment décisif dans l'histoire. L'investissement à bon escient contribuera à stimuler l'innovation, à offrir des avantages pour la santé publique, à créer de nouveaux emplois et contribuera, dans une large mesure, à la réduction de risques de dérèglement climatique. Tout échec, par contre, nous plongera dans un avenir où la productivité est faible, hautement polluante et profondément inégal. Par exemple, l'initiative Ceinture et Route aura un impact considérable sur la forme et la pérennité de la croissance dans

plus de 70 pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe par lesquels elle passe.

- **La proposition de base de la Commission mondiale est simple.** Nous pouvons construire un modèle de croissance meilleur, plus centré sur les personnes et plus résilient en accélérant la transformation structurelle de cinq systèmes économiques clés :
- **Systèmes énergétiques non polluants :** la décarbonisation des systèmes électriques combinée à des technologies d'électrification décentralisées et numériques peut fournir un accès à des services énergétiques modernes au milliard de personnes qui en sont actuellement privées. Renforcer la sécurité énergétique et réduire l'exposition à la volatilité des prix de l'énergie à l'échelle mondiale ; renforcer la résilience globale du système face aux risques naturels croissants (en particulier dans les petits États insulaires vulnérables) ; et couper les coûts de la pollution de l'air extérieur dans le monde entier. La transition énergétique propre est en bonne voie, sous l'impulsion des forces du marché et des coûts énormes des technologies de stockage et des énergies renouvelables. Désormais, chaque année, le monde ajoute plus de capacité d'énergie renouvelable que tous les combustibles fossiles.¹

« Désormais, chaque année, le monde ajoute plus de capacité d'énergie renouvelable que tous les combustibles fossiles. »

- **Un développement urbain plus intelligent : Une meilleure planification urbaine et des investissements stratégiques dans les infrastructures, particulièrement dans l'expansion des réseaux de**

transports publics et non motorisés, peuvent surmonter les barrières de la croissance économique. Par exemple, les embouteillages et la pollution de l'air, pour des villes où il est plus agréable de vivre. Des villes plus compactes, mieux connectées et coordonnées qui généreront 17 000 milliards USD d'économies d'ici 2050² et qui stimuleront la croissance économique en améliorant l'accès à l'emploi et au logement. Elles peuvent renforcer la résilience face aux risques physiques associés au climat et pourraient se traduire par des économies d'émissions de dioxyde de carbone de l'ordre de 3,7 gigatonnes par an sur les 15 années à venir, l'équivalent d'un peu moins que le total des émissions de l'Union européenne (UE) aujourd'hui.³ Des cadres de politiques urbaines nationales intégrés peuvent orienter un développement urbain durable et inclusif.⁴

« Des villes coordonnées, compactes et connectées pourraient produire 17 000 milliards USD d'économies d'ici à 2050. »

- **Utilisation durable des terres :** L'évolution vers des formes plus durables d'agriculture associée à une protection forte des forêts pourraient se traduire par des avantages économiques équivalents à plus de 2 000 milliards USD par an,⁵ générer la création de millions d'emplois, principalement dans le monde en développement, améliorer la sécurité alimentaire y compris par le biais de la réduction des pertes et gaspillages alimentaires (un tiers de tous les aliments produits est perdu ou gaspillé au long de la chaîne alimentaire⁶) et apporter plus d'un tiers de la solution au changement climatique.⁷ En même temps, la restauration du capital naturel,

1 Frankfurt School (FS)-Centre du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et Bloomberg New Energy Finance (BNEF), 2018. *Global Trends in Renewable Energy Investment 2018 (Tendances mondiales des investissements dans les énergies renouvelables 2018)* FS-PNUE, Frankfurt et PNUE, Nairobi. Disponible à l'adresse suivante : <http://fs-unep-centre.org/sites/default/files/publications/gtr2018v2.pdf>.

2 Gouldson, A., Colenbrander, S., Sudmant, A., Godfrey, N., Millward-Hopkins, J., Fang, W. et Zhao, X., 2015. *Accelerating Low-Carbon Development in the World's Cities (Développement à faibles émissions de carbone en accélération dans les villes du monde)*. New Climate Economy, Londres et Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : http://newclimateeconomy.report/2015/wp-content/uploads/sites/3/2015/09/NCE2015_workingpaper_cities_final_web.pdf.

3 Données sur les émissions de CAIT. Climate Watch, 2017. World Resources Institute, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : www.climatewatchdata.org.

4 Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), 2018. *Rethinking Urban Sprawl: Moving Towards Sustainable Cities*. (Repenser l'expansion urbaine : une transition vers des villes durables). OCDE, Paris. Disponible à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189881-en>.

5 AlphaBeta, 2016. *Valuing the SDG prize in Food and Agriculture: Unlocking business opportunities to accelerate sustainable and inclusive growth* (Comprendre la valeur de la récompense des ODD dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture : libérer les débouchés commerciaux pour accélérer la croissance durable et inclusive). Publication de la Business and Sustainable Development Commission (BSDC). Disponible à l'adresse suivante : <http://businesscommission.org/our-work/valuing-the-sdg-prize-in-food-and-agriculture>.

6 Champions 12.3, 2017. *The Business Case for Reducing Food Loss and Waste (La justification commerciale de la réduction des pertes et gaspillages alimentaires)*. Disponible à l'adresse suivante : <https://champions123.org/the-business-case-for-reducing-food-loss-and-waste/>.

7 Griscom, B.W., 2017. *Natural climate solutions (Solutions climatiques naturelles)*. *Débats de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique* DOI :

« L'agriculture durable associée à la protection des forêts pourrait se traduire par plus de 2 000 milliards USD chaque année en avantages économiques. »

particulièrement de nos forêts, des terres dégradées et des zones du littoral, renforcera nos défenses et notre capacité d'adaptation face aux impacts climatiques, et aux tendances météorologiques plus extrêmes de la montée du niveau de la mer.

- **Gestion sage de l'eau :** Aujourd'hui, 2,1 milliards de personnes vivent sans un approvisionnement en eau salubre à domicile, et 4,5 milliards de personnes vivent sans assainissement géré de manière sûre.⁸ L'eau subira également de plein fouet les impacts du changement climatique. Les régions pauvres en eau, notamment le Moyen-Orient, le Sahel, l'Afrique centrale et l'Asie de l'Est, pourraient connaître une baisse de leur produit intérieur brut (PIB) pouvant aller jusqu'à 6 % d'ici 2050 du fait du changement climatique, encourageant ainsi les migrations et donnant lieu des conflits.⁹ Il existe d'énormes possibilités pour réduire ces impacts en utilisant mieux les ressources en eau, que ce soit par le biais du déploiement d'une technologie améliorée (de l'irrigation goutte à goutte aux détecteurs à distance, en passant par des cultures efficaces sur le plan de la consommation d'eau), par la planification et la gouvernance, par le recours à une tarification de l'eau ciblant un soutien aux indigents, ou encore par l'investissement dans les infrastructures publiques. Aujourd'hui, une mauvaise gestion des ressources en eau et une tarification souvent trop faible se traduisent par une utilisation excessive et une mauvaise affectation des ressources sur l'ensemble de l'économie. La prise en charge du lien entre l'eau, l'énergie et l'alimentation sera essentielle,

« Aujourd'hui, 2,1 milliards de personnes vivent sans un approvisionnement en eau salubre à domicile. »

particulièrement dans les régions qui ont de moins en moins d'eau.

- **Une économie industrielle circulaire :** Entre 1970 et 2010, l'extraction de matières premières annuelle dans le monde est passée de près de 22 milliards de tonnes à 70 milliards de tonnes.¹⁰ Chaque année, au moins huit millions de tonnes de plastiques sont déversés dans l'océan, ce qui contribue à un des plus grands nouveaux défis du XXI^e siècle.¹¹ Des micro plastiques ont été découverts dans 114 espèces aquatiques, dont un grand nombre finissent dans notre assiette.¹² Ce défi, cependant, n'est pas simplement une question sociale ou environnementale, il est également d'ordre économique. Aujourd'hui, 95 % de la valeur des matériaux d'emballages plastiques, soit près de 120 milliards USD par an, sont perdus après la première utilisation.¹³ Des politiques qui encouragent un usage circulaire et efficace des matériaux (particulièrement les métaux, les produits pétrochimiques et les matériaux de construction) pourraient améliorer l'activité économique mondiale, tout en réduisant le gaspillage et la pollution. La transition vers une économie industrielle circulaire, combinée à une efficacité et une électrification accrue, y compris pour les secteurs dans lesquels le changement est plus difficile et pour les transports lourds, pourrait briser le lien entre la croissance et l'utilisation de

« 95 % de la valeur des matériaux d'emballages plastiques, soit 120 milliards USD par an, sont perdus après la première utilisation. »

10.1073/pnas.1710465114.

- 8 Organisation mondiale de la santé (OMS) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2017. *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène : mise à jour 2017 et évaluation des ODD*. OMS, Genève, et UNICEF, New York. Disponible à l'adresse suivante : https://www.unicef.org/french/publications/index_96611.html.
- 9 Banque mondiale, 2016. *High and Dry: Climate Change, Water, and the Economy* (Laissés pour compte : le changement climatique, l'eau et l'économie). Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/en/topic/water/publication/high-and-dry-climate-change-water-and-the-economy>.
- 10 Heinz, S., Fischer-Kowalski, M., West, J., Giljum, S., Dittich, M., Eisenmenger, N., Geschke, A., Krausmann, F., Gierlinger, S., Hosking, K., Lenzen, M., Tanikawa, H., Miato, A. et Fishman, T., 2016. *Global Material Flows and Resource Productivity* (Flux de matériaux dans le monde et productivités des ressources). PNUF, Nairobi. Disponible à l'adresse suivante : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/21557/global_material_flows_full_report_english.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- 11 Jambeck, J., Geyer, R., Wilcox, C., Siegler, T., Perryman, M., Andrady, A., Narayan, R. et Law, K., 2015. Plastic waste inputs from land into the ocean (Déchets plastiques de la terre dans l'océan). *Science*, 347(6223), 768-771. DOI : 10.1126/science.1260352; Science Ocean Conservancy, 2018. *Fighting for Trash Free Seas* (Lutter pour des mers libres de tout déchet). Ocean Conservancy, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://oceanconservancy.org/trash-free-seas/plastics-in-the-ocean/>.
- 12 Gall, S. et Thompson, R., 2015. The impact of debris on marine life (Impact des débris sur la vie marine). *Marine Pollution Bulletin*, 92. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0025326X14008571>.
- 13 Forum économique mondial, 2016. *The New Plastics Economy: Rethinking the future of plastics* (La Nouvelle économie des plastiques : repenser l'avenir des plastiques). FEM, Genève. Disponible à l'adresse suivante : http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_New_Plastics_Economy.pdf.

matières premières et motiver la décarbonisation des activités industrielles.

La transition vers ce chemin de croissance durable, à faibles émissions de carbone pourrait mener à un gain économique direct de 26 000 milliards USD jusqu'en 2030 par rapport à la situation actuelle inchangée, selon l'analyse de ce rapport.

- Le rapport révèle également que l'adoption d'actions climatiques ambitieuses pourrait mener à la création de plus de 65 millions de nouveaux emplois à faibles émissions de carbone en 2030, soit l'équivalent des populations actives combinées du Royaume-Uni et de l'Égypte, et pourrait permettre d'éviter plus de 700 000 de décès prématurés dus à la pollution de l'air par rapport à l'état actuel des choses.
- La réforme des subventions et la tarification du carbone à elles seules pourraient générer, selon les estimations, 2 800 milliards USD en recettes publiques par an d'ici 2030, soit plus que le PIB total actuel de l'Inde, des fonds grandement nécessaires qui pourront être utilisés pour des investissements dans les priorités publiques.
- Compte tenu des limitations des exercices de modélisation, il est probable que les avantages d'une transition respectueuse du climat soient beaucoup plus importants que ces estimations le suggèrent.¹⁴ En générale, ces exercices de modélisation ne peuvent pas saisir l'ampleur et le dynamisme des débouchés économiques et financiers des actions climatiques, ou refléter comme il faut les risques associés au changement climatique dans les scénarios de croissance de référence. Par exemple, année après année, les meilleurs analystes énergétiques au monde ont constamment sous-estimé la pénétration potentielle des énergies renouvelables. Il est donc probable que des erreurs similaires se reproduisent actuellement avec le taux de pénétration des véhicules électriques.

« Une croissance à faibles émissions de carbone pourrait mener à des avantages économiques de 26 000 milliards USD entre aujourd'hui et 2030 et cette estimation est conservatrice. »

Cette transition permettrait également d'éviter les risques élevés d'un climat changeant. Les preuves scientifiques sont de plus en plus alarmantes. Le coût humain et économique de l'inaction est en hausse.

- Les concentrations de gaz à effet de serres continuent d'atteindre de niveaux record et sont désormais au niveau le plus élevé depuis des millénaires.¹⁵ Les 19 dernières années comptent 18 des années les plus chaudes enregistrées.¹⁶
- Les impacts du changement climatique, tels que la montée du niveau de la mer et des événements météorologiques plus fréquents et plus intenses, sont désormais en évidence partout dans le monde et deviennent de plus en plus la nouvelle norme. Nous faisons face à la possibilité de passer outre le point de non-retour au-delà duquel des conséquences très graves seraient impossibles à arrêter et irréversibles.¹⁷ Nombreux sont ceux qui impliquent des boucles de rétroaction, ce qui accroît le risque de grandes discontinuités et d'un changement climatique effréné. Les prévisions des scientifiques spécialistes du climat peuvent désormais être observées et la réalité les excèdent parfois, par exemple, l'accélération de la montée du niveau de la mer, la fonte estivale de l'arctique, la perturbation de la circulation des océans et la multiplication des événements météorologiques extrêmes, tels que les inondations et les canicules.
- Le Programme des Nations Unies pour l'environnement met en garde quant au fait qu'« il est clair que si l'écart des émissions n'est pas comblé d'ici à 2030, il est extrêmement improbable que le but consistant à maintenir le réchauffement de la planète bien en-dessous de 2°C sera

14 London School of Economics, (LSE), 2018. Economic models significantly underestimate climate change risks (Les modèles économiques sous-estiment considérablement les risques associés au changement climatique). LSE, Londres. Disponible à l'adresse suivante : <https://academic.oup.com/reep/advance-article/doi/10.1093/reep/rey005/5025082>.

15 Blunden, J., Arndt, D.S. et Hartfield, G. (Eds.), 2018. State of the Climate in 2017 (L'état du climat en 2017). *Bulletin of the American Meteorological Society*, 99(8), Si-S332. DOI:10.1175/2018BAMSStateoftheClimate.1.

16 National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), 2018. NOAA'S Greenhouse Gas Index up 41 Percent since 1990 (Index de gaz à effet de serre de la NOAA en hausse de 41 % depuis 1990). NOAA, Silver Spring, Maryland, États-Unis. Disponible à l'adresse suivante : <https://research.noaa.gov/article/ArtMID/587/ArticleID/2359/NOAA%E2%80%99s-greenhouse-gas-index-up-41-percent-since-1990>.

17 Brauch, H.G., Spring, U.O., Grin, J. et Scheffran, J. (eds.), 2016. *Handbook on Sustainability Transition and Sustainable Peace (Manuel sur la transition vers la durabilité et la paix durable)*. Springer International Publishing. Disponible à l'adresse suivante : <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007%2F978-3-319-43884-9.pdf>; Steffen, W. et al., 2018. Trajectories of the Earth System in the Anthropocene (Trajectoires du système terre à l'anthropocène). *Débats de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique* DOI : 10.1073/pnas.1810141115.

atteint ». ¹⁸ En l'absence d'autres réductions plus fortes et rapides des émissions, nous ne pourrions éviter les risques d'un changement climatique dangereux.

- Au niveau mondial, en 2017, les catastrophes naturelles déclenchées par les dangers relatifs à la météorologie et au climat ont coûté la somme faramineuse de 320 000 milliards USD en pertes. ¹⁹ En outre, en 2017, les inondations dévastatrices en Asie du Sud ont coûté la vie à 1 200 personnes, alors que des communautés des Caraïbes ont encore du mal à se remettre d'une saison d'ouragans sans précédent. 90845678997
- Les risques de répercussions négatives sur la santé augmenteront également si le changement climatique n'est pas maîtrisé, du fait de canicules, inondations et sécheresses plus intenses, d'un risque accru de maladies transmises par l'alimentation ou l'eau et la propagation plus rapide des pathogènes. ²⁰

« Si l'état actuel des choses se maintient, il pourrait y avoir plus de 140 millions de migrants climatiques d'ici à 2050. »

- Si l'état actuel des choses se maintient, il pourrait y avoir plus de 140 millions de migrants climatiques d'ici à 2050, selon la Banque mondiale. ²¹ Bien qu'une grande partie des déplacements risquent d'être internes, cela représente tout de même plus du double du nombre total de réfugiés actuels et cela exacerbera encore davantage la susceptibilité de conflits.
- Le changement climatique n'est pas le seul risque que l'on trouve sur notre trajectoire de croissance actuelle. La pollution de l'air, en grande partie due aux hydrocarbures, selon les estimations, causerait plus de 4,2 millions de décès prématurés par an. ²²

Les coûts de l'encombrement sont en hausse, le Fonds monétaire international (FMI) a récemment estimé un coût de plus de 350 milliards par an, sur la base des pertes de productivités et des impacts sur la santé. ²³ On estime ce coût à un niveau allant jusqu'à 5 % du PIB à Beijing, Sao Paulo et Bangkok. ²⁴

Nous avons été témoins d'incroyables progrès dans la mise en œuvre d'une nouvelle économie climat au cours des dernières années. Cette nouvelle forme de croissance est une évidence.

- Des pays de la Chine à l'Ouganda, de l'Indonésie à la Suède et du Royaume-Uni à l'Inde travaillent sur la réalisation des avantages de l'intégration d'objectifs de développement durable et à faibles émissions de carbone dans leurs processus économiques et budgétaires.
- Les investissements dans des infrastructures durables sont désormais reconnus comme étant une force motrice centrale et essentiels à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris. Le G20 a adopté comme but une « croissance forte, durable, équilibrée et inclusive. Les grandes institutions de financement du développement déplacent leurs capitaux vers des investissements durables.
- L'importance centrale des villes comme moteurs de la croissance économique est désormais parole d'évangile. Cependant, la maximisation des avantages économiques de la croissance urbaine dépend d'un aménagement cohérent du territoire, des logements et de la planification des transports. La différence entre les pays peut être vue ainsi : Pour toute augmentation de la population urbaine de 1 %, par exemple, le PIB par personne augmente de 10 % en Chine, de 4 % en Indonésie et de 13 % en Inde. ²⁵ Les maires font preuve de leadership international en matière d'actions climat et de

18 PNUF, 2018. *The Emissions Gap Report (Rapport sur les écarts d'émissions)*. PNUF, Nairobi. Disponible à l'adresse suivante : http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/22070/EGR_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

19 Low, P., 2018. Hurricanes cause record losses in 2017 – The year in figures (Les Ouragans entraînent des pertes records en 2017, l'année en chiffres). Munich RE, Munich. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.munichre.com/topics-online/en/2018/01/2017-year-in-figures>.

20 Whitmee, S., Haines, A., et al., 2018. Safeguarding Human Health in the Anthropocene Epoch: Report of the Rockefeller Foundation–Lancet Commission on Planetary Health (Protection de la santé humaine à l'ère anthropocène : rapport de la Fondation Rockefeller, Commission Lancet sur la santé planétaire). *The Lancet*, 386(10007). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0140673615609011?via%3Dihub>.

21 Banque mondiale, 2018. *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration (Groundswell : se préparer aux migrations climatiques internes)*. Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29461>.

22 OMS, 2016. Base de données de l'OMS sur la qualité de l'air ambiant. Disponible à l'adresse suivante : http://www.who.int/phe/health_topics/outdoorair/databases/cities/en/.

23 Coady, D., Parry, I., Sear, L. et Shang, B., 2015. *How Large Are Global Energy Subsidies? (Quelle est l'ampleur des subventions énergétiques dans le monde ?)* Fonds monétaire international (FMI), Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15105.pdf>.

24 Gouldson, A., Sudmant, A., Khreis, H. et Papargyropoulou, E., 2018. *The Economic and Social Benefits of Low-Carbon Cities: A Systematic Review of the Evidence (Les avantages économiques et sociaux des villes à faibles émissions de carbone : un examen systématique des preuves)*. Coalition for Urban Transitions, Londres. Disponible à l'adresse suivante : https://newclimateeconomy.report/workingpapers/wp-content/uploads/sites/5/2018/06/CUT2018_CCCEP_final_rev060718.pdf.

25 Banque mondiale, 2016. *Indonesia's Urban Story (L'histoire urbaine de l'Indonésie)*. Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://www>.

réduction de la pauvreté et de développement de l'économie locale, en encourageant des solutions innovantes allant de systèmes de transports en commun rapides à une budgétisation participative capable d'être reproduite sur grande échelle avec le soutien des gouvernements nationaux. Le rôle des maires comme PDG de leur ville a évolué au cours des dix dernières années, les villes entrant maintenant activement en concurrence entre elles pour attirer du talent et des capitaux sur la base de leurs homologations vertes.

« Les enchères des énergies renouvelables font que le prix se trouvent en dessous de 3 centimes USD par kWh, ce qui est plus compétitif que les hydrocarbures à bien des endroits. »

- Les progrès des technologies à faibles émissions de carbone et efficaces sur le plan énergétique, particulièrement dans le secteur de l'énergie mais également dans celui de la mobilité, du bâtiment et de l'agriculture ont été beaucoup plus rapide qu'escompté. Les enchères pour les contrats énergétiques à long terme génèrent des soumissions d'offres non subventionnées de la part de producteurs d'énergie renouvelable à des prix inférieurs à 3 centimes USD par kWh, ce qui est plus compétitif que les options hydrocarbures dans de plus en plus d'endroits.²⁶ Les sociétés qui se sont tournées vers des réfrigérants sans hydrofluorcarbures conformément au Protocole de Montréal ont indiqué des améliorations au niveau de l'efficacité énergétique pouvant aller jusqu'à 40 %, ainsi que des économies en électricité et des réductions d'émissions.²⁷ Les coûts du stockage de l'énergie et des logiciels de gestion de la demande en énergie sont également en baisse rapide. Les grands constructeurs automobiles déclarent que la fin du moteur à combustion interne est proche alors que les véhicules électriques prennent une

position forte sur le marché. Une augmentation de la numérisation et l'électrification de l'économie, y compris des transports et de l'industrie, ouvrent également de nouvelles possibilités de réductions radicales d'émissions et d'augmentation de l'efficacité.

« La restauration de 160 millions d'hectares de terres dégradées pourrait engendrer des gains de 84 milliards USD par an. »

- Les grandes sociétés énergétiques, les investisseurs et les analystes des marchés voient le pic de la demande en charbon, en pétrole et en gaz dans les 20 années à venir (en commençant par le charbon dans les 5 à 10 ans à venir) comme entièrement possible. Cela a causé de grands changements dans l'allocation des capitaux au sein du secteur énergétique en à peine quelques années et une alliance de plus de 60 pays, sociétés et organisations en faveur du déassement du charbon. Près de 280 milliards USD ont été investis dans la production d'énergie renouvelable en 2017. Cela confirme ainsi la tendance observée durant les 6 dernières années, par rapport à une réduction d'investissements dans la production de combustibles fossiles.²⁸
- La réduction de la déforestation est une priorité de plus en plus urgente pour les pays et les sociétés. Depuis 2010, plus de 470 sociétés se sont engagées en faveur de l'élimination de la déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement, couvrant ainsi, par exemple, environ 65 % de la production mondiale d'huile de palme.²⁹ Un certain nombre de pays réalisent désormais des progrès notables : Par exemple, les réductions récentes de la déforestation en Indonésie en 2017, y compris dans les zones de forêts tourbières,³⁰ ont coïncidé avec des taux de croissance économique forts.³¹ La restauration de 160 millions d'hectares de terres dégradées,

worldbank.org/en/news/feature/2016/06/14/indonesia-urban-story.

- 26 International Renewable Energy Agency (IRENA), 2018. *Renewable Power Generation Costs in 2017* (Coût de production d'énergie renouvelable en 2017). IRENA, Abu Dhabi. Disponible à l'adresse suivante : https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2018/Jan/IRENA_2017_Power_Costs_2018.pdf.
- 27 Borgford-Parnell, N., Beaugrand, M., Andersen, S.O. et Zaelke, D., 2015. *Phasing Down the Use of Hydrofluorocarbons (HFCs)* (Élimination progressive de l'utilisation des hydrofluorcarbures). Soumis dans le cadre d'une participation à l'ouvrage intitulé *Seizing the Global Opportunity: Partnerships for Better Growth and a Better Climate* (Saisir l'occasion mondiale : partenariats pour une meilleure croissance et un meilleur climat). New Climate Economy, London and Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://newclimateeconomy.report/misc/working-papers/>.
- 28 Centre FS-PNUE et BNEF, 2018. *Global Trends in Renewable Energy Investment 2018* (Tendances mondiales des investissements dans les énergies renouvelables 2018).
- 29 Tropical Forest Alliance 2020 (TFA 2020), 2018. *The Sprint to 2020: TFA 2020 Annual Report 2018* (Le Sprint jusqu'à 2020 : rapport annuel de la TFA à l'horizon 2020 pour l'année 2018). Genève, Suisse. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.tfa2020.org/wp-content/uploads/2018/06/TFA-2020-Annual-Report-2018.pdf>.
- 30 Weisse, M. et Goldman, E.D., 2018. 2017 a été la deuxième pire année jamais enregistrée pour ce qui est de la perte de couverture arborée tropicale. World Resources Institute, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.wri.org/blog/2018/06/2017-was-second-worst-year-record-tropical-tree-cover-loss>.
- 31 Banque mondiale, 2018. *Indonesia Economic Quarterly: Towards inclusive growth* (Rapport trimestriel sur l'économie de l'Indonésie : vers une croissance inclusive).

conformément à l'engagement pris dans le cadre du Bonn Challenge, pourrait constituer une victoire majeure pour l'économie avec des gains allant jusqu'à 84 milliards USD par an.³² Entre temps, le fait d'assurer la sécurité de la propriété foncière des terres forestières autochtones dans l'Amazonie pourrait générer jusqu'à 10 000 USD par hectare vis-à-vis des avantages associés à l'écosystème.³³ En outre, la prise en charge réussie du double fardeau de l'obésité et de la malnutrition dans le monde pourrait mener à des économies de plusieurs milliers de milliards de dollars chaque année.³⁴

- Les marchés des capitaux se sont éveillés à la possibilité de cette nouvelle approche en matière de croissance et aux risques d'une croissance telle qu'elle existe actuellement. Plus de 160 sociétés financières qui gèrent plus de 86 000 milliards USD d'actifs se sont engagées à soutenir les recommandations du TCFD.³⁵ Cela offre une transparence accrue quant à la mesure dans laquelle les sociétés et les investisseurs sont exposés aux risques financiers associés au climat et quant à la manière dont ils les prennent en charge. En 2018, la mise en circulation de green bonds devrait atteindre les 250 milliards USD, certains allant même jusqu'à demander une cible de mille milliards USD en nouvelles obligations vertes d'ici 2020.³⁶

« Des sociétés financières qui gèrent plus de 86 000 milliards USD d'actifs se sont engagées à divulguer les risques financiers associés au climat. »

- Les grandes sociétés saisissent les occasions offertes par cette nouvelle approche : plus de 450 sociétés dans tous les grands secteurs se sont engagées à fixer des cibles basées sur des faits scientifiques conformes à l'Accord de Paris, avec plus de 120 cibles déjà fixées.³⁷

Mais, globalement, nous n'avancons pas assez vite vers une nouvelle économie climat. Le frein des politiques n'a toujours pas été enlevé. Les décideurs politiques n'agissent pas avec suffisamment d'ardeur pour échapper aux anciens systèmes économiques.

- Les promesses nationales en matière de climat qui soutiennent l'Accord de Paris, bien que constituant une première étape fortement importante, est bien loin de ce qui est nécessaire pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la planète bien en-dessous des 2°C. Certaines politiques et subventions continuent à favoriser l'économie ancienne polluante et inéquitable sur le plan économique aux dépens d'une nouvelle croissance plus propre et inclusive. Dans certains cas, pris par des intérêts personnels, les pays vont dans le mauvais sens.
- Les hydrocarbures continuent de constituer une part majeure de la consommation énergétique finale, aux alentours de 80 %, soit à peu près le même pourcentage qu'au début des années 1990. Et ce statu quo est soutenu par les subventions et les incitations fiscales des hydrocarbures qui se sont chiffrées, selon les estimations de l'OCDE et l'AIE, à 373 milliards USD en 2015.³⁸

Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://documents.worldbank.org/curated/en/155961522078565468/pdf/124591-WP-PUBLIC-mar-27-IEQMarENG.pdf>.

32 The Bonn Challenge, 2018. The Bonn Challenge. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.bonnchallenge.org/>; Liagre, L., 2015. *Sustainable financing for forest and landscape restoration: Opportunities, challenges and the way forward* (Financement durable pour la restauration des forêts et du paysage : opportunités, défis et marche à suivre). Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Rome. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/a-i5174e.pdf>.

33 Ding, H., Veit, P.G., Blackman, A., Gray, E., Reynter, K., Altamirano, J.C. et Hodgdon, B., 2016. *The Economic Case for Securing Indigenous Land Rights in the Amazon* (L'argument économique en faveur de la sécurisation des droits fonciers des autochtones en Amazonie). World Resources Institute, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : https://www.wri.org/sites/default/files/Climate_Benefits_Tenure_Costs_Executive_Summary.pdf. Ces avantages sont estimés entre 679 et 1 530 milliards USD (soit 4 559-10 274/hectare) pour les 20 années à venir, calculés en valeur nette actuelle résultant des investissements dans la sécurisation des droits fonciers des forêts autochtones.

34 FAO, 2013. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016*. FAO, Rome. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e.pdf>.

35 Bloomberg Professional Services, 2018. *Deciphering the Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD)* (Déchiffrer les divulgations financières associées au TCFD). Bloomberg, New York. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bloomberg.com/professional/blog/deciphering-task-force-climate-related-financial-disclosures-tcfd..>

36 Moody's Investors Service, 2018. *Green Bonds: Key Numbers and Trends* (Obligations vertes : chiffres clés et tendances). Moody's, New York. Disponible à l'adresse suivante : https://www.moody's.com/sites/products/ProductAttachments/MIS_Green_Bonds_2018_key_trends.pdf; Whitley, A., 2016. COP22 Green Bond Directions: Green finance for mitigation and adaptation. USD 1 trillion by 2020 target. Climate Bonds latest report prepared for COP. (Orientations sur les obligations vertes de la COP22 : un financement vert pour l'atténuation et l'adaptation. Mille milliards USD ciblé d'ici 2020). Climate Bonds Initiative (CBI), Londres. Disponible à l'adresse suivante : https://www.climatebonds.net/files/files/COP22_Directions_WEB.pdf.

37 Science-Based Targets (Cibles basées sur des faits scientifiques), 2018. *Companies Taking Action. Science-Based Targets* (Les sociétés agissent, des cibles basées sur des faits scientifiques). Disponible à l'adresse suivante : <https://sciencebasedtargets.org/companies-taking-action/>.

38 OCDE, 2018. *OECD Companion to the Inventory of Support Measures for Fossil Fuels 2018* (Manuel d'accompagnement de l'OCDE à l'inventaire des mesures de soutien apportées aux hydrocarbures, 2018). Publication de l'OCDE, Paris. Disponible à l'adresse suivante : https://read.oecd-ilibrary.org/energy/oecd-companion-to-the-inventory-of-support-measures-for-fossil-fuels-2018_9789264286061-en#page4.

- Des taxes carbonees ou des systèmes d'échange des émissions sont désormais en place dans 70 juridictions de par le monde, couvrant ainsi un cinquième des émissions mondiales.³⁹ La moitié de tous les tarifs du carbone issus de ces politiques sont inférieurs à 10 USD par tonnes d'équivalence de CO₂, soit bien en-dessous de ce qui est nécessaire pour motiver un changement transformationnel.⁴⁰
- Les progrès réalisés dans le domaine de la protection des forêts, bien qu'ils aient été encourageants au cours de la première moitié de la décennie et qu'ils se poursuivent dans certains des grands pays riches en forêts, ont reculé à l'échelle mondiale avec près de 16 millions d'hectares de couverture arborée perdus dans les tropiques en 2017 uniquement, soit l'équivalent de la superficie du Bangladesh.⁴¹ Les subventions agricoles se chiffrent à environ 620 milliards USD par an. Bien trop souvent, ces subventions avantagent les grands producteurs aux dépens des petits exploitants et soutiennent une production alimentaire qui n'est pas bonne pour le climat.⁴²

Il ne sera possible de saisir les avantages économiques d'une croissance à faibles émissions de carbone et résiliente que si nous agissons avec fermeté dans les deux à trois ans à venir.

- Des signaux politiques mitigés et les mesures de protection ralentissent l'élan de cette nouvelle approche en matière de croissance. Ils déclenchent également des incertitudes sur les marchés et augmentent les risques d'avoir des actifs épaves. Les décideurs économiques, particulièrement dans le domaine des politiques, doivent maintenant monter au créneau.

« Selon les estimations, il pourrait y avoir 12 000 milliards USD d'actifs échoués d'hydrocarbures d'ici 2035. »

- Le coût des mesures à couverture de risques, c'est à dire agir trop lentement et en envoyant des messages mitigés aux marchés, est en hausse. Des estimations suggèrent que ces messages mitigés pourraient se traduire par 12 000 milliards d'actifs échoués d'hydrocarbures d'ici à 2035.⁴³ En comparaison, le sauvetage des actifs échoués qui ont déclenché la crise financière de 2008 et plongé plus de 200 millions de personnes dans la pauvreté,⁴⁴ représentaient 250 milliards USD.⁴⁵
- Même avec ces messages politiques incohérents et contradictoires, d'incroyables progrès sur le plan technologique et au niveau des marchés ont été enregistrés au cours des quelques dernières années, bien au-delà de ce que les modèles économiques traditionnelles projetaient. Que pouvons-nous accomplir de plus dans les années qui viennent avec des signaux politiques clairs et cohérents ?

Nous n'avons désormais plus de temps de nous attarder sur des étapes progressives, des propositions génériques ou des déclarations de principes générales. Pour saisir les avantages économiques nets de 26 000 milliards USD d'ici à 2030 et pour mettre l'économie mondiale sur une voie plus stable pour le climat, la Commission appelle les décideurs économiques des secteurs public et privé à agir comme suit sans plus attendre :

- **Premièrement, les gouvernements devraient mettre un prix sur le carbone et de passer à la divulgation obligatoire du risque climatique pour les grands**

39 Banque mondiale, 2018. *Carbon Pricing Dashboard (Tableau de bord de la tarification du carbone)*. Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://carbonpricingdashboard.worldbank.org/>.

40 Banque mondiale, 2018. *State and Trends of Carbon Pricing 2018 (État et tendances de la tarification du carbone, 2018)*. Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29687/9781464812927.pdf?sequence=5&isAllowed=y> ; Carbon Pricing Leadership Coalition (CPLC), 2017. *Report of the High-Level Commission on Carbon Prices (Rapport de la Commission de haut niveau sur la tarification du carbone)*. Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.carbonpricingleadership.org/report-of-the-highlevel-commission-on-carbon-prices/>.

41 Weisse, M., and Goldman, E.D., 2018. *2017 Was the Second-Worst Year on Record for Tropical Tree Cover Loss* (2017 a été la deuxième pire année jamais enregistrée pour ce qui est de la perte de couverture arborée tropicale). World Resources Institute, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.wri.org/blog/2018/06/2017-was-second-worst-year-record-tropical-tree-cover-loss>.

42 OCDE, 2018. *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation (Suivi et évaluation des politiques agricoles)*. OECD, Paris. Disponible à l'adresse suivante : https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2018_agr_pol_2018-en.

43 Mercure, J.-F., Pollitt, H., Viñuales, J.E., Edwards, N.R., Holden, P.B., Chewpreecha, U., Salas, P., Sognnaes, I., Lam, A. et Knobloch, F., 2018. Macroeconomic impact of stranded fossil fuel assets (L'impact macroéconomique des actifs épaves d'hydrocarbures). *Nature Climate Change*, 8, 588-593. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.nature.com/articles/s41558-018-0182-1>.

44 Banque mondiale, 2009. *La crise affecte durement les pauvres des pays en développement, selon la Banque mondiale*. Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse suivante : http://web.worldbank.org/archive/website01057/WEB/0_CO_91.HTM.

45 Robertson, D., 2011. *So That's Operational Risk! How operational risk in mortgage-backed securities almost destroyed the world's financial markets and what we can do about it ((C'est donc ça le risque opérationnel ! Ou comment le risque opérationnel des titres adossés à des prêts immobiliers a presque détruit les marchés financiers du monde entier et ce que l'on peut y faire)*. Division d'analyse politique du Bureau du contrôleur de la monnaie, Washington DC. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.occ.treas.gov/publications/publications-by-type/occ-working-papers/2012-2009/wp2011-1.pdf>.

investisseurs et les grandes entreprises.

Mis en œuvre conjointement, ces deux actions fourniraient aux participants du marché le signal le plus clair et le plus clair indiquant que les décideurs politiques sont résolus à adopter une nouvelle approche de la croissance. Ce sont des éléments importants du train de mesures plus vaste visant à lutter contre le changement climatique, y compris les normes et réglementations appropriées (par exemple, sur l'énergie et l'efficacité énergétique), les investissements dans la recherche et le développement (R & D), les marchés publics écologiques, l'étiquetage et les incitations basées sur l'information.

- Les plus grandes économies, avec le G20 à leur tête, doivent attribuer un prix au carbone qui se situe au minimum entre 40 et 80 USD d'ici 2020, avec une évolution prévisible aux alentours de 50 à 100 USD d'ici 2030, comme l'a recommandé la Commission de haut niveau sur la tarification du carbone.⁴⁶
- Toutes les grandes économies doivent éliminer progressivement les subventions des carburants fossiles et les subventions et les incitations fiscales nocives d'ici 2025 et les autres doivent le faire le plus rapidement possible. Une partie des fonds économisés devront être utilisés pour mieux cibler le soutien de la lutte contre la pauvreté énergétique et pour assurer des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres plus durables.
- Les enseignements tirés de la tarification du carbone réussie et de la réforme des subventions dans divers pays de par le monde doivent être utilisées pour contribuer à la conception de réformes dans le but de prendre en charge les préoccupations relatives aux impacts potentiels sur la distribution et la compétitivité, ainsi que les défis associés aux intérêts propres.
- Comme la Commission l'a recommandé en 2016, les sociétés et les investisseurs doivent, dans le cadre d'une bonne pratique d'entreprise, divulguer leurs risques financiers associés au climat et la manière dont leur stratégie commerciale est compatible à l'Accord de Paris.
- **Deuxièmement, toutes les économies doivent accorder une plus grande importance à l'investissement dans des**

infrastructures durables comme moteur central de la nouvelle approche en matière de croissance.

- La première étape n'est pas relié à l'argent. Il s'agit plutôt de mettre en place un leadership plus fort et des capacités techniques pour façonner des stratégies de croissance, des plans d'investissement et des structures institutionnelles solides capables de s'aligner sur les politiques sectorielles et faciliter le flux d'investissements privés pour des infrastructures durables. Cela inclut une meilleure conception des bâtiments, des transports, des systèmes énergétiques et d'approvisionnement en eau, mais également les investissements dans les infrastructures naturelles qui sous-tendent notre économie, telles que les forêts et les marécages qui purifient l'eau et offre une mesure de contrôle précieuse des inondations.
- Les banques multilatérales de développement et les autres institutions de financement du développement doivent doubler leurs investissements collectifs dans les infrastructures et s'assurer qu'elles soient durables, avec pour but d'investir au moins 100 milliards USD par an d'ici 2020. Les institutions de financement du développement doivent également chercher à doubler la mobilisation des investissements du secteur privé, et des investisseurs institutionnels. Cela implique une étroite collaboration avec les gouvernements et les investisseurs du secteur privé pour libérer les investissements et faire passer les financements mixtes à l'échelle supérieure, ainsi que pour assurer une base de capital soutenue forte pour les banques multilatérales de développement. Cela inclurait un usage accru des instruments et structures d'atténuation des risques et des plans d'infrastructure pour les secteurs ainsi que des plateformes d'investissement orientés par les pays. Plus largement, les institutions de financement du développement peuvent jouer un rôle essentiel dans l'accélération de cette nouvelle approche en matière de croissance, mais les activités sur la totalité de leur budget devront s'aligner pour soutenir la transition vers la durabilité.
- D'une entente avec les grandes institutions financières privées, le G20 doit poursuivre ses

46 CPLC, 2017. *Report of the High-Level Commission on Carbon Prices (Rapport de la Commission de haut niveau sur la tarification du carbone)*.

travaux consistant à faire des infrastructures une catégorie d'actifs, à incorporer des critères de durabilité dans ses définitions de base et à développer les outils nécessaires pour soutenir l'application et approfondir les regroupements de financements verts. Une reconnaissance plus profonde de l'importance des infrastructures naturelles et des efforts pour attirer des financements pour les entretenir et les restaurer est nécessaire.

- Les plateformes internationales et nationales qui regroupent les expertises pour la préparation de projet d'investissement dans des infrastructures durables doivent passer à l'échelle supérieure et être reproduites.
- Les pays développés doivent satisfaire leurs engagements consistant à mobiliser 100 milliards USD par an en financement climat de sources publiques et privées pour les pays en développement d'ici 2020. En outre, l'architecture du financement climat doit être renforcée de manière à ce que ces ressources aient un impact et un effet de levier maximal.
- **Troisièmement, la puissance tout entière du secteur privé et des innovations doit être exploitée.** De nombreux investisseurs et sociétés font déjà preuve de leadership et d'autres sont disposés à s'aligner sur ces objectifs avec les signaux politiques qui conviennent.
- D'ici 2020, toutes les sociétés figurant sur la liste Fortune 500 doivent avoir des cibles basées sur des faits scientifiques alignées sur l'Accord de Paris. Le fait de modifier leur marque et la commercialisation de leurs produits pour en effet qui soient positifs sur le plan du climat fera des consommateurs des agents actifs de la solution. Pour les dix plus grandes sociétés à elles seules, cela pourrait se traduire par un pouvoir d'achat de presque 4 milliards USD par jour allant vers à une économie à faibles émissions de carbone.⁴⁷
- Les sociétés et les investisseurs sont disposés à avancer sur ces points mais ils ne peuvent le faire seuls. Les réglementations, incitations et mécanismes fiscaux actuels constituent un important obstacle à la mise en place d'une économie à faibles émissions de carbone et plus circulaire. Par exemple, ils ralentissent

la pénétration de nouveaux matériaux de construction dans le BTP. En agriculture, ils subventionnent l'application d'engrais trop riches en minéraux, déviant ainsi des activités d'innovation plus durables dans l'exploitation agricole. Ils rendent le déploiement d'emballages à usage unique rentable, contribuant ainsi à la crise des plastiques que nous voyons aujourd'hui dans les océans. Ils rendent la conception de produits d'une manière qui maximisent la réutilisation des composants difficile. En plus d'un accord avec une tarification du carbone adéquate, nous avons également besoin de nous attaquer à un large éventail d'autres politiques qui protègent une économie inefficace et polluante.

- Il est nécessaire de pousser l'innovation avec vigueur, avec au moins 50 milliards USD de nouveaux capitaux d'ici 2020 engagés pour résoudre les défis climat au-delà du secteur de l'énergie. Les progrès récents dans le domaine de l'énergie renouvelable, du stockage de l'énergie et de la mobilité à faibles émissions de carbone ne sont pas accidentels. Ils sont en partie dû aux résultats de plusieurs dizaines d'années d'investissement des états, des universités, des fondations et du secteur privé dans des innovations à buts bien déterminés. Les développements technologiques récents (et de nouveaux partenariats) ont, par exemple, contribué à l'avancement de la transparence et de la responsabilisation radicales nécessaires à la création de chaînes d'approvisionnement libres de toute déforestation, bien qu'il reste encore de quoi faire pour y parvenir en pratique.
- Nous avons besoin de mettre en place des partenariats publics-privés dans chacun des grands secteurs pour tester en mode pilote, passer à l'échelle supérieure et partager les enseignements tirés du déploiement de nouvelles technologies à faibles émissions de carbone et résilientes face au climat. Nous avons de nombreux exemples de bonnes (ou mauvaises) approches. Ce qui manque à l'heure actuelle est un leadership politique et commercial approprié.
- **Quatrièmement, une approche axée sur les personnes est nécessaire afin que soient assurées une croissance équitable et**

47 Deloitte, 2018. *Global Powers of Retailing 2018: Transformative change, reinvigorated commerce* (Les pouvoirs mondiaux de la vente au détail, 2018 : changement transformationnel, commerce redynamisant). Deloitte, New York. Disponible à l'adresse suivante : <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/at/Documents/about-deloitte/global-powers-of-retailing-2018.pdf>.

durable, ainsi qu'une transition juste. Cela est bon sur le plan économique comme sur le plan politique.

- Une transition vers une économie à faibles émissions de carbone bien gérée offre le potentiel de nouveaux débouchés et d'une croissance plus équitable. Une régénération active et ciblée peut soutenir la diversification de l'économie et la création d'emplois de qualité. Dans les économies en développement et émergentes, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone offre la possibilité de sauter les étapes des modèles inefficients et polluants du passé.
- Tous les États doivent mettre en place des plans de transition énergétiques afin d'arriver à des systèmes énergétiques net-zéro et doivent travailler avec les sociétés énergétiques, les syndicats et la société civile pour assurer une transition juste pour les travailleurs et les communautés. Une diversification réussie des économies locales, alors que nous nous éloignons du charbon et, d'autres carburants fossiles, exigera un dialogue pluripartite, une assistance stratégique, une formation nouvelle et des protections sociales ciblées.
- La diversification et la régénération des financements doivent cibler les domaines affectés. Il existe de nombreux exemples de domaines qui comptaient précédemment sur des activités industrielles ou minières et qui sont désormais perçus comme contribuant à la nouvelle croissance du fait de la redéfinition des actifs, des réseaux et des capacités de l'ancienne

économie.⁴⁸ De meilleurs systèmes alimentaires et d'utilisation des terres peuvent se traduire par des emplois vitaux, des revenus plus élevés et une croissance plus inclusive pour les communautés rurales défavorisées. Les entreprises, les universités et les collectivités locales peuvent travailler avec les autorités nationales, les travailleurs et la société civile pour contribuer à la revitalisation et assurer que les communautés soient prospères.

- Les femmes joueront un rôle essentiel dans la réalisation de ces objectifs d'une manière inclusive et axée sur les personnes. Dans les pays où davantage de femmes participent à la vie politique, les parlements sont plus susceptibles de mettre de côté des terres protégées et de ratifier les traités environnementaux internationaux. En outre, l'assurance de leur participation pleine et entière à l'économie pourrait, selon certaines estimations, donner un coup de pouce au PBI mondial pouvant aller jusqu'à 28 000 milliards USD par an d'ici 2025.⁴⁹

Ce rapport est une feuille de route pour accélérer les actions pour une croissance et un climat meilleurs. Nous pouvons éradiquer la pauvreté extrême, empêcher un changement climatique dangereux et améliorer la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes. Mais cela n'est possible que si nous commençons dès à présent à prendre des actions décisives. Il ne s'agit pas simplement d'éviter un avenir que l'on ne souhaite pas, mais au contraire, il s'agit de créer l'avenir que l'on souhaite.

48 Smith, S., 2017. *Just Transition: A Report for the OECD (Transition juste : un rapport pour l'OCDE)*. Confédération syndicale internationale (CSI), Bruxelles. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/environment/cc/g20-climate/collapsecontents/Just-Transition-Centre-report-just-transition.pdf>.

49 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2011. *Human Development Report. Sustainability and Equity: A Better Future for All (Rapport sur le développement humain. Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous)*. 63-65. PNUD, New York. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.un.org/womenwatch/feature/ruralwomen/facts-figures.html#footnote39>; McKinsey Global Institute, 2015. *The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion To Global Growth (Comment l'avancée de l'égalité des femmes peut ajouter 12 000 milliards USD à la croissance mondiale)*. McKinsey Global Institute, Shanghai et al. Disponible à l'adresse suivante : https://www.mckinsey.com/~/media/McKinsey/Global%20Themes/Employment%20and%20Growth/How%20advancing%20womens%20equality%20can%20add%2012%20trillion%20to%20global%20growth/MGI%20Power%20of%20parity_Full%20report_September%202015.ashx.

La Global Commission on the Economy and Climate et son projet phare « The New Climate Economy », ont été mis en place pour aider les États, les entreprises et la société à prendre des décisions mieux informées pour arriver à une prospérité économique et développementale, tout en prenant en compte le changement climatique.

Pour lire le rapport « Réaliser l'histoire de la croissance inclusive du XXI^e siècle : Accélérer les actions climats dans un contexte d'urgence » en intégralité, veuillez consulter www.newclimateeconomy.report.

Pour les demandes médiatiques et autres, veuillez écrire à l'adresse suivante : info@newclimateeconomy.net.